

La lettre des Elus Communistes et Républicains du Conseil Régional de Basse-Normandie

	8

Désindustrialisation, ne masquons pas la responsabilité flagrante de la droite, par Jean CHATELAIS, président du groupe des élus communistes et républicains au Conseil Régional

Les communistes sont résolument engagés pour la défense de l'emploi, dans toutes les filières industrielles, que ce soit le nucléaire, l'agroalimentaire ou l'automobile. Avec le risque de disparition de l'usine Honeywell à Condé-sur-Noireau, ces questions de l'emploi que nous évoquons souvent ont malheureusement repris le devant de la scène avec une force nouvelle.

La filière automobile, donc, est gravement menacée dans notre pays, et dans notre région où elle est très présente. Notre région compte maintenant **plus de 100.000 personnes privées d'emploi**, et ce chiffre ne cesse d'augmenter. La question qui se pose avant tout est une **question fondamentalement politique** : le tous ensemble qui semble unir les différentes composantes politiques bas-normandes pour la défense de l'emploi ne doit cependant **pas masquer la responsabilité flagrante de la droite dans les ravages faits depuis des années dans l'emploi industriel**. Depuis 10 ans de politique de droite, ce sont 700.000 emplois industriels qui ont disparu en France. C'est cette perte de potentiel industriel, d'ailleurs, qui nous met en difficulté par rapport à notre partenaire allemand.

Rien ne sert de se plaindre de la rapacité des marchés financiers quand on leur a donné le pouvoir, tout pouvoir, par des décisions nationales et par les traités européens. Rien ne sert de discourir sur les délocalisations quand on a promu la concurrence et la fameuse compétitivité qui enserme dans ses mâchoires tous les travailleurs. **Rien ne sert de se lamenter du haut niveau de la dette si on refuse de nationaliser les banques** et de poser la question de **l'utilisation de la banque européenne pour financer le développement humain face aux marchés financiers**. Rien ne sert de se lamenter quand on soutient une politique européenne entièrement aux ordres des banques et sous la coupe des trop fameuses agences de notation. **Rien ne sert de se lamenter quand on choisit la super austérité européenne pour les peuples pour consolider encore plus les profits des banques et des grands groupes industriels**, grands groupes industriels qui ont tellement intégré la financiarisation de leur activité que l'on ne fait plus de différences avec les banques elles-mêmes, comme c'est le cas par exemple pour PSA.

Est-il besoin de rappeler que **le peuple français a repoussé largement par référendum ce traité de Lisbonne** et qu'**il est indécent de vouloir se passer de son avis pour remettre une couche** en acceptant encore le caractère anti-démocratique de cette construction politique, qui pourrait pourtant être si utile aux peuples pour sortir de cette crise si elle en avait la volonté réelle ?

Il faut développer une autre politique industrielle, dégagée des griffes des marchés financiers, ramener les banques à leur mission de financement de l'économie et interdire les licenciements boursiers, donner des droits aux salariés et **créer des commissions de contrôle d'utilisation et de bien-fondé des aides publiques**.

Ces questions sont au centre d'un changement politique favorable aux familles populaires, à leur pouvoir d'achat, à leurs emplois, à leurs écoles et à leurs services publics.

Nous savons les uns et les autres que **seul un plan de sortie de crise prenant en compte le développement du pouvoir d'achat des familles, une relance de l'emploi et la mise à disposition de la puissance de la banque européenne** pour ce plan peut nous faire avancer. Ces questions sont posées à tous les citoyens, et particulièrement à ceux de gauche, leur mise en débat public dans toute la gauche est la question d'actualité.

Budget Primitif 2012

Le budget 2012 est l'an II de la réforme fiscale, qui a ajouté au poids des transferts la contrainte de recettes toujours moins garanties. Nous devons donc maintenir la maîtrise des dépenses transférées, tout en ayant une incertitude sur nos recettes. Pour autant, la majorité de gauche ne saurait renoncer à des ambitions et des projets essentiels pour l'avenir de la Basse-Normandie et des bas-normands.

La majorité de gauche a l'ambition de défendre un budget qui établit la preuve que l'on peut, dans un environnement très contraint, conduire une action résolue, déterminée, au service de l'avenir et pour une région innovante, solidaire et écologique.

D'un montant total de 708 millions d'euros, ce budget met l'accent sur les grands investissements : le nouveau lycée d'Ifs, le pôle de formation de santé à Caen et le ferroviaire.

Commission 1 – Personnels, finances et administration générale

Bâtiments régionaux : début de la construction du lycée de l'hôtellerie-restauration, de la boulangerie et de la pâtisserie à Ifs au 1^{er} semestre et du Pôle de formations de santé de Caen en juin 2012.

Promotion de la Région : malgré une nouvelle baisse de 11,2%, poursuite du travail de communication sur l'offre de service public de la Région mis en œuvre pour le territoire et la population.

Commission 2 – Aménagement du territoire, développement durable, transports et solidarités

Aménagement du territoire : inauguration en avril du nouveau dispositif d'accueil au Mont-Saint-Michel (navettes terrestres et hippomobiles ; ouverture du parking de 4.000 places) ; création d'un Syndicat Mixte au Haras National du Pin pour sauvegarder, valoriser et développer le patrimoine ; organisation d'un colloque sur les Energies Marines Renouvelables.

Solidarités : nouvelle édition de l'appel à projets « Réinventons la Ville » ; dynamisation du dispositif de cohésion urbaine en direction des villes ayant des projets de reconquête des quartiers dégradés (aide au diagnostic, financement d'équipements de services à la population structurants).

Environnement et développement durable : élaboration conjointe avec l'Etat du Schéma Régional de Cohérence Ecologique et du Schéma Régional Climat Air Energie dans le respect des lois « Grenelle » ; contribution au Réseau d'Observation du Littoral Normand et Picard ; déploiement d'actions visant à développer la pratique du covoiturage.

Aéroports, ports et activités maritimes : début du projet Atlantic Power Cluster (plateforme d'échanges d'expériences et de mutualisation de savoir-faire sur les énergies marines renouvelables).

Commission 3 – Education, enseignement supérieur, jeunesse et sports, vie associative et culture

Lycées : maintien des financements régionaux à un niveau constant pour le fonctionnement et la politique éducative ; nouvelles initiatives engagées pour la réussite scolaire par le biais du Plan Régional d'alimentation et de restauration durable ou par la généralisation des Espaces Numériques de Travail.

Enseignement supérieur : élaboration du Schéma de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche qui permettra de donner un nouvel élan à la politique conduite par la Région (réalisation des opérations prévues au CPER, définition de la place de l'enseignement supérieur sur notre territoire, affirmation du lien avec les filières économiques)

Formations sanitaires et sociales : mise en œuvre de la réforme LMD et mise en place du 10^{ème} mois de bourse.

Culture : installation du FRAC au Quartier Lorge, travaux de rénovation du théâtre de Caen et de la Comédie de Caen ; évolution de l'aide aux festivals, en favorisant une approche plus qualitative, plus territorialisée et intégrant davantage les parts de création ; structuration du secteur du spectacle vivant ; renforcement et structuration d'opérations en faveur du milieu rural et des habitants.

Emplois tremplins : création de 30 nouveaux emplois tremplins, en attente du résultat de la saisie du CESER sur l'impact de cette politique sur le monde associatif.

Commission 4 – Europe, coopération, tourisme et réunification, agriculture et pêche

Europe et international : préparation de la nouvelle programmation de gestion des fonds européens 2014-2020, où la Basse-Normandie, région dite « de transition », pourra prétendre à une augmentation des fonds structurels européens.

Agriculture : année d'élaboration du plan d'actions déclinant le Plan Régional d'Alimentation et de Restauration Durable (structuration des filières locales de production en vue d'un approvisionnement des restaurations scolaires).

Ressources marines : soutien des projets qui seront labellisés par le Centre de Référence sur l'Huître ; mise en œuvre sur le territoire d'une filière de valorisation des coproduits marins ; mise en œuvre du nouveau dispositif d'intervention en faveur de la petite pêche côtière.

Tourisme : renforcement de l'ensemble des actions concernant les grands événements de 2014 (Jeux Equestres Mondiaux, 70^{ème} anniversaire du Débarquement, championnats du monde de kayak et nouveaux aménagements du Mont-Saint-Michel) ; poursuite de la démarche Tourisme & Handicap.

Commission 5 – Formation tout au long de la vie, développement économique, recherche et innovation

Formation tout au long de la vie : poursuite des actions de formation visant l'orientation, la reconversion et l'élévation du niveau de qualification des bas-normands ; déclinaison effective du service public régional de formation permanente.

Recherche, Innovation, Pôles et Filières : mise en place du Schéma Régional de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche ; avancement des grands projets comme SPIRAL 2.

Développement économique : mise en œuvre des nouveaux outils de développement économique tel que le prévoit la Charte Régionale pour l'Innovation et le Développement de l'Economie Stratégique (aides aux entreprises avec la Garantie Oséo-Région, le dispositif des investissements aidés et garantis et avance remboursable aux entreprises) ; ingénierie financière ; politique de soutien à la création / transmission / reprise d'entreprise.

Charte Régionale pour l'Innovation et le Développement de l'Economie Stratégique, par Alain CIVILISE

La crise actuelle met en lumière les conséquences catastrophiques de la domination du monde de l'argent sur l'ensemble de la planète. Elle est la dernière manifestation d'un capitalisme porté par l'idéologie néolibérale. La faillite des grandes banques vient confirmer à la fois l'ampleur de la crise et l'irresponsabilité totale d'un système dépassé qui ignore les besoins des hommes, et fait payer les gaspillages du privé par l'argent public.

La crise financière, c'est la récession, la stagnation du pouvoir d'achat, les plans sociaux, les privatisations, les délocalisations – Honeywell en étant la dramatique illustration... Mais c'est aussi le CAC 40, les fortunes colossales, les stock-options, les parachutes dorés, le paquet fiscal pour les plus riches, ...

Toutes ces réalités impactent notre quotidien, elles favorisent les prises de conscience à la perception que le capitalisme est arrivé au bout, que ceux qui veulent le « réguler » sont responsables de l'aggravation de la situation, et qu'il faut construire de nouvelles façons de penser le développement économique, ce pour quoi nous militons.

Au contraire des pratiques actuelles sur les masses salariales et de la précarisation de l'emploi, **les communistes prônent le choix de l'emploi stable et qualifié, de la relance du pouvoir d'achat comme condition du redémarrage de l'économie.**

La crise financière donne une force nouvelle à des solutions alternatives, telles que la réforme du crédit, un pôle financier public, des fonds régionaux pour l'emploi et les formations, ou encore les fonds interrégionaux d'amorçage.

Notre collectivité, sous la conduite de la majorité de gauche, a fait le choix d'affronter ces enjeux avec la volonté de répondre aux besoins des citoyens : création du DIAG, le TER, la LNPN, les EMR, les politiques de formation et d'éducation, le développement territorial solidaire, l'agenda 21, le soutien à la culture, aux sports, au tourisme, à des coopérations diversifiées, et la transformation des subventions en avances remboursables...

Avec la CRIDES, nous renforçons les collaborations entre collectivités avec une approche de plus en plus partagée sur les critères d'éco-conditionnalité. Cependant, nous pensons qu'il est possible de mettre encore mieux les politiques régionales en relation avec les attentes de nos concitoyens.

Nous pouvons faire œuvre véritablement novatrice en leur offrant un lieu d'échanges, de veille, d'expertise sur les questions économiques, un lieu d'enrichissement de nos dispositifs. Représentatif de la sociologie de nos territoires, un panel d'habitants de la région constitué en une nouvelle instance de concertation et de démocratie participative serait un moyen neuf de situer les actions de notre Région à la fois au plus près des préoccupations des habitants et au cœur des enjeux majeurs de l'entrée dans le XXI^{ème} siècle.

Budget Jeunesse, Sport et Vie Associative, par Marie-Jeanne GOBERT

Le budget consacré à cette délégation s'élève à 6,3 millions d'euros, scindés en 3 parties qui s'articulent ensemble : la Jeunesse, le Sport et la Vie Associative.

Le budget **Jeunesse** est marqué cette année par l'**ouverture de la Cart@too aux 20-25 ans**. Ce dispositif a évolué puisqu'il a été travaillé en lien avec les partenaires, ce qui a permis de créer un réseau fort avec les milieux culturels et sportifs. Cette ouverture donne la possibilité à la Région de s'adresser à de jeunes adultes qui sont dans un processus d'autonomie et d'indépendance, relativement différents des 15-20 ans, et à qui se posent des questions telles que la recherche d'un logement, d'un stage ou d'un emploi, l'accès à des pratiques culturelles ou sportives différentes. Une deuxième évolution importante de la Cart@too est l'**éducation aux écrans**. Cette technologie peut être un outil formidable, mais elle peut aussi desservir les jeunes, si elle n'est pas accompagnée d'une réflexion sur le plan éducatif pour savoir comment utiliser ces nouvelles technologies.

Concernant le **volet associatif**, l'accompagnement aux têtes de réseaux va être accentué, permettant un dialogue étroit avec l'ensemble du monde associatif, quelque soit son domaine d'activité ou sa spécificité, et articulant mieux les projets en Région, tout en pouvant les évaluer.

Sur le volet **Sport**, un dossier essentiel cette année est celui de l'**avenir du Centre Sportif de Normandie (CSN)**. Grâce à la mobilisation et à l'intervention des différents acteurs des collectivités, du mouvement sportif, des bénévoles, cet équipement a pu perdurer. Il est aujourd'hui à une vitesse de croisière appréciable, avec des projets reconduits (accueil du mouvement sportif), mais aussi des projets nouveaux (Sport-santé). Dans le cadre de sa pérennisation et de la continuité de ses actions éducatives et sportives, il y a nécessité d'avoir un dialogue étroit avec l'Etat et de **trouver les solutions de la cession** à un euro symbolique, en tout cas, d'une cession qui permette à la Région de jouer son rôle de chef de file et d'ensembliser pour permettre à la structure de perdurer.

Une autre action forte, auprès du **sport scolaire**, la tenue d'un comité de suivi qui réunit les chefs d'établissements, les enseignants et la Région de façon à examiner comment l'aide apportée au sport scolaire permet réellement une participation pleine et entière des jeunes et de leurs familles sans qu'ils aient besoin de financer, notamment, leurs déplacements.

L'**Instance Régionale de Concertation dans le domaine du Sport** va naître cette année, regroupant Etat, Région, Départements et grandes villes. Cette instance, espace de dialogue et de rencontre, permettra de confronter les savoirs-faires, les compétences des uns et des autres de façon à avoir une construction et une collaboration commune sur de grands sujets.

Enfin, dans quelques mois, sera inauguré le **centre de ressource et d'hébergement pour les athlètes de haut niveau**, et cela converge avec le souci de garder nos jeunes en région. Il permettra d'accueillir les jeunes sur liste ministérielle dans des conditions adaptées à leurs études, à leurs orientations et à leur pratique intensive.

Budget Transports et Ports, par Pierre MOURARET

On le voit bien dans nos débats, **le ferroviaire est l'une de nos priorités**. Au niveau des investissements, entre 2011 et 2012, le budget ferroviaire a augmenté de 11%, ce qui est un effort vraiment important. Au sein de ces investissements, le budget consacré aux infrastructures a augmenté de 21%, alors que nous ne sommes pas directement responsables de ces infrastructures, mais ces dépenses sont nécessaires afin que nos trains circulent normalement.

Nous avons deux axes dans nos priorités ferroviaires : d'une part, la liaison avec l'Ile-de-France et d'autre part, le train au quotidien, le TER. Dans le cadre de la liaison avec la capitale, le débat sur la **Ligne Nouvelle Paris Normandie (LNPN)** est en cours, et nous nous y inscrivons pleinement. La Basse-Normandie a un intérêt majeur dans cette liaison nouvelle (*cf. dernière page de cette lettre*). Le deuxième axe reliant la Basse-Normandie à la capitale est la **ligne Paris – Granville**, où se poursuivent de lourds investissements : 138 millions d'€ pour l'achat de matériel Régolis et 22 millions d'€ pour la construction de l'atelier dédié à ce matériel.

Le deuxième grand volet ferroviaire concerne le **TER**. De **nombreuses actions vont être engagées ou se poursuivre** : adoption et mise en place du Schéma Régional des Infrastructures et des Transports ; travaux d'infrastructure sur Caen - Rouen, Dives - Deauville, Mézidon - Alençon et Caen - Rennes ; valorisation du 3^{ème} aller-retour Caen - Rennes ; valorisation de la nouvelle gamme tarifaire avec le développement de la technologie sans contact ; valorisation du site d'information « Comment j'y vais ? » ; actions en faveur de la tarification intermodale (réflexion avec les Départements et les Agglomérations sur un billet unique) ; pérennisation de la « Ligne Baie » ;

Pour les **ports, aéroports et activités maritimes**, la Région poursuivra sa politique de développement de sa maritimité, on voit bien là le lien entre la politique ferroviaire et la politique portuaire. L'attractivité de la Région dans ce domaine s'appuie sur l'émergence de nouvelles filières, le développement des ports et le tourisme littoral. Cette politique s'articule avec la LNPN et permettra la mise en valeur de la façade maritime normande.

En ce qui concerne la **politique aéroportuaire**, il faut souligner la construction de la nouvelle aérogare de Deauville Normandie afin de doter cet aéroport des moyens nécessaires à son développement.

Le Groupe Communiste vous souhaite une
bonne année 2012

*« Pour ce qui est de l'avenir, il ne s'agit pas de le
prévoir, mais de le rendre possible. ».*

Saint Exupéry

Cette année, nos différences ...



... feront notre force !

Rétro 2011

Quelques délibérations marquantes de l'année

Session plénière des 24 et 25 février

Le nouveau **Dispositif des Investissements Aidés et Garantis (DIAG)** est adopté à l'unanimité. Il a pour but d'accompagner les entreprises de toutes tailles, réalisant à minima 200.000 € d'investissements productifs et faisant appel à un financement extérieur à taux non nul. Jean CHATELAIS souligne l'innovation de ce dispositif, qui facilite l'accès aux banques pour les petites et moyennes entreprises, et qui incite les banques à investir dans l'emploi.

Session plénière des 21 et 22 avril

Dans le cadre de la politique de développement durable, la Région Basse-Normandie a souhaité s'engager dans une politique très offensive en matière de promotion du vélo dans la chaîne de transport depuis 2006. Cette politique fait qu'aujourd'hui, la Basse-Normandie est la **première vélo-région de France**, ce qui lui confère des obligations, comme celle d'adapter en permanence le dispositif aux évolutions de la société ou du public, ou celle de créer un nouveau volet, le volet « intermodalité train-vélo », qui prend en compte l'articulation de l'utilisation du vélo avec l'utilisation du transport ferroviaire.

De nouveaux avantages pour la Cart@too. La réforme du lycée a induit un renouvellement important des manuels scolaires. Afin de limiter le coût de ces livres pour les familles, les élus ont adopté à l'unanimité une aide complémentaire de 40€ à la rentrée 2011 pour les élèves boursiers. Elle s'ajoutera à l'aide du volet « livre » de la Cart@too qui va de 55 à 75 € pour les élèves de 2^{nde} et 1^{ère}, selon le niveau scolaire.

Formations paramédicales et travail social. Les conseillers régionaux ont approuvé à l'unanimité le versement d'un demi-mois supplémentaire de bourses pour les étudiants des formations paramédicales et du travail social entrés en formation en septembre 2010 et d'un mois supplémentaire dès la rentrée 2011.

SOS Fourrage. Les élus ont réitérés leur soutien aux agriculteurs en votant à l'unanimité une aide à l'approvisionnement en fourrages. La sécheresse de l'été 2010 ayant provoqué un déficit de production de fourrages, et donc d'importantes augmentations de prix, la Région a mis en place un dispositif d'aide financière. Elle prend en charge le surcoût d'achats fourragers effectués entre le 1^{er} février et le 31 mars par les éleveurs de ruminants confrontés à des stocks de nourriture insuffisants. L'aide proposée par la Région peut aller jusqu'à 1.000 € par élevage.

Session plénière des 23 et 24 juin

Dans le cadre de l'Agenda 21, la Région s'est engagée à renforcer les transports collectifs et les mobilités douces pour tous. Le **covoiturage** est à ce titre un véritable enjeu de développement durable, d'un point de vue environnemental, économique et social. La Région a donc adopté un plan d'actions 2011-2014, avec 6 objectifs : contribuer à la mise en place de services d'animation et d'accompagnement à la pratique du covoiturage ; développer la communication ; développer l'usage du site internet régional, en renforçant sa visibilité et en poursuivant l'effort pour y concentrer les propositions de trajet des bas-normands ; soutenir l'aménagement d'aires de covoiturage structurantes ; anticiper sur les pratiques de demain ; et mobiliser l'ensemble des acteurs et des compétences régionales.

Session plénière des 22 et 23 septembre

A la veille du débat public sur le **projet de Ligne Nouvelle Paris-Normandie (LNPN)**, Pierre MOURARET réaffirme l'engagement des élus communistes pour obtenir cette liaison nouvelle. Ce qu'il faut à la Basse-Normandie, c'est un train rapide et sûr, qui arrive à l'heure. La LNPN, qui roulera à 250 km/h, peut le permettre. Cette liaison ferroviaire modernisée est totalement indispensable pour le développement économique, l'arrivée de nouvelles activités et pour que les jeunes ne continuent pas à quitter le territoire pour aller chercher du travail ailleurs. Pour exister, cette ligne a besoin du Havre, de Rouen, mais aussi de Lisieux, Caen et Cherbourg. Elle doit offrir les mêmes performances pour Caen et Le Havre et avancer du même pas en Haute et en Basse-Normandie. C'est une condition d'équité et d'efficacité car sans le concours financier de tous, le projet ne se fera pas. Sur les financements, il faut ouvrir le débat sur d'autres ressources, telles qu'un emprunt national, un emprunt régional, ou le versement transport...